

CCTDU 26MARS2003 04-04-2003

21-11-2003

NR.  
N°

CONDITIONS DE TRAVAIL DU FOOTBALLEUR REMUNERE

68564/10/223

## CHAPITRE I: Champs d'application

### Article 1.

La CCT s'applique aux footballeurs rémunérés et aux clubs de football liés par un contrat de travail en vertu de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail pour les sportifs rémunérés.

La CCT régit, par conséquent, les contrats à temps partiel pour sportifs rémunérés, de même qu'elle engage les clubs de football qui sont tant du ressort de la Ligue Nationale de Football ASBL, que de la Ligue Professionnelle de Football, ASBL.

## CHAPITRE II: Durée

### Article 2.

La CCT est conclue pour une durée déterminée, à savoir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 jusqu'au 30 juin 2005 inclus et elle remplace les CCT du 12 juin 1998 et du 1<sup>er</sup> mars 2000.

## CHAPITRE III: Commission de Conciliation

### Article 3.

Les parties conviennent d'activer la commission paritaire de Conciliation. Cette commission est chargée explicitement d'examiner tous les problèmes concernant l'application des conditions de travail et de paiement des joueurs de football rémunérés et elle devra intervenir le cas échéant.

### Article 4.

La commission de Conciliation se compose d'au moins 6 membres, dont 3 représentent les organisations syndicales et 3 les organisations patronales dans le secteur du football rémunéré.

### Article 5.

§1 La commission de Conciliation veillera également au respect des conventions collectives relatives aux footballeurs rémunérés, en respect des modalités et la procédure suivantes.

§2 Si, au sein d'un club-employeur, un désaccord surgit concernant l'interprétation de la CCT, la mise en application des engagements y mentionnés, et/ou les principes fondamentaux qui pourraient avoir des répercussions sur tous les clubs, la partie la plus diligente pourra soumettre le litige par écrit au Président de la Commission.

§3 Celui-ci convoquera la Commission dans un délai de maximum 7 jours ouvrables à dater du jour où le litige lui a été signifié. L'invitation mentionnera le sujet du litige.

§4 La Commission épuisera, si possible en une séance, tous les moyens qui s'offriront en vue de la médiation et de la conciliation, en examinant toutes les propositions ou suggestions des parties concernées ou en faisant une proposition elle-même.

§5 Si le président, en accord avec les parties, estime que tous les moyens de conciliations n'ont pas été épuisés, il pourra décider d'approfondir le cas au cours d'une séance ultérieure qui devra avoir lieu dans les trois jours ouvrables .

§6 Chaque séance de la Commission devra faire l'objet d'un procès-verbal. Celui-ci mentionnera le sujet précis du litige et l'accord qui a été conclu ou, en l'absence d'un accord, il devra décrire en détail les points de vue précis de chaque partie au moment où l'échec de la Conciliation a été constaté.

#### **CHAPITRE IV: Stabilité du Contrat**

Article 6.

Les contrats entre les clubs et les footballeurs professionnels seront conclus pour une durée maximale de 5 saisons et dureront au minimum jusqu'à la fin de la saison en cours. La périodicité mensuelle du paiement des salaires et indemnités y sera précisée.

Article 7.

§1 Le joueur dont le contrat vient à terme en respects des dispositions contractuelles est libre de conclure un contrat de travail avec un autre club de son choix. Le club/employeur ne pourra en aucun cas entraver la liberté de négociation du joueur.

§2 Sans porter préjudice des dispositions de la loi du 24 février 1978 et des arrêtés concernant son exécution, les parties s'engagent à ne pas résilier prématurément les contrats de travail, sauf pour des raisons reconnues comme fondées par le juge ou les instances compétentes, parmi lesquelles figure la commission de Conciliation mentionnée dans l'article 3.

§3 Les contrats signés doivent être respectés. Dans cet optique le joueur doit pouvoir bénéficier d'occasions maximales de jouer ou de s'entraîner dans le noyau. Un éventuel différend pourra être soumis à la commission de Conciliation mentionnée dans l'article 3.

#### **CHAPITRE V: Délégation des joueurs**

Article 8.

§1 Les clubs/employeurs reconnaissent que les joueurs sont représentés par une délégation des joueurs.

§2 Au début de chaque saison et dans chaque club/employeur se tiendra un conseil des joueurs en vue d'élire au moins deux délégués des joueurs en son sein.

§3 Les représentants des syndicats de joueurs pourront être invités audit conseil et auront, à cette occasion, le droit d'informer les joueurs sur les activités syndicales dans le secteur du football rémunéré.

§4 Le mandat de délégué des joueurs ne peut entraîner ni avantages ni désavantages pour celui qui l'exerce.

§5 Le délégué des joueurs pourra transmettre, aussi bien oralement que par écrit, toute communication utile aux joueurs, pour autant que cela ne nuise pas à l'organisation du club/employeur.

§6 En accord avec l'employeur, les représentants des joueurs pourront, sur le lieu de travail, organiser des réunions informatives pour les joueurs, en présence ou non du représentant du syndicat des joueurs.

## **CHAPITRE VI: La mise à disposition de joueurs**

Article 9.

Conformément à la loi du 24 juillet 1978 concernant la mise à disposition des joueurs, les parties conviennent de ce que, compte tenu des articles 31 et 32 de la loi mentionnée ci-dessus, une mise à disposition de joueurs ne peut intervenir que sous les conditions suivantes :

- La mise à disposition mutuelle ne peut intervenir qu'aux cours des périodes de transferts tel que prévu par le règlement sportif de football.
- La mise à disposition est limitée à la fin de la saison en cours. La période de mise à disposition n'est renouvelable qu'une seule fois entre même clubs.
- L'accord des trois parties intéressées, à savoir le club prêteur, le club emprunteur et le joueur, est établi par leurs signatures conjointes apposées au bas d'un document commun.
- L'accord des syndicats, tel que prévu par la loi, n'est valablement acquis qu'à partir du moment où au moins deux des trois syndicats représentatifs ont donné leur assentiment.
- Les contrats concernant les mises à disposition doivent être transmis au Président de la commission paritaire du sport pour prise de connaissance, endéans le mois de leur conclusion.

## **CHAPITRE VII: Contrats à temps partiel**

Article 10.

§1 La conclusion de contrats de travail à temps partiel pour footballeurs rémunérés n'est permise que dans la mesure où l'activité de footballeur est exercée en plus d'une activité rémunérée principale ou en combinaison avec des études. Dans l'hypothèse où l'activité à temps partiel en tant que footballeur rémunéré est combinée avec des études il faudra en attester au moyen d'un programme d'études à horaire complet ou partiel.

§2 La profession principale ou les études suivies doivent toujours être mentionnées dans le contrat de travail.

Article 11.

§1 Le contrat de travail à temps partiel pour footballeurs rémunérés doit répondre aux conditions et dispositions de la CCT du 7 juin 2000 relative au contrat de travail à temps partiel pour les sportifs rémunérés, prolongée pour la durée de la présente CCT.

§2 Le Président de la CNP Sports doit être informé tous les six mois, respectivement en septembre et en février de chaque saison sportive de football, de la conclusion de tels contrats.

Article 12.

En cas d'infraction aux dispositions, arrêtées le 7 juin 2000, relatives aux contrats à temps partiel pour footballeurs rémunérés, telles que reprises dans la présente CCT, ainsi qu'à celles de la CCT concernant le contrat de travail à temps partiel pour les sportifs rémunérés, le contrat de travail sera considéré ab initio comme un contrat de travail à temps complet ce qui implique un réajustement rétroactif du salaire.

**CHAPITRE VIII: Budget et salaire**

Article 13.

Le budget à consacrer au footballeur rémunéré englobe tous les paiements et indemnités à verser au joueur, de quelle que nature que ce soit, imposés légalement et/ou allouées volontairement par contrat.

Article 14.

§1 Le salaire du footballeur rémunéré se compose des éléments suivant:

- le salaire brut fixe et invariable par mois,
- les primes de compétition variables,
- les rémunérations contractuelles inconditionnelles,
- les avantages contractuels, comme la mise à disposition d'un logement, d'un véhicule ou d'autres avantages en nature,
- les cotisations patronales au fonds de pension;

§2 Le salaire doit être clairement ou suffisamment défini dans le contrat (salaire fixe, avantages en nature, primes ...) en manière telle que sa lecture permette de s'assurer du respect du minimum salarial.

§3 Le salaire mensuel effectif ne peut être inférieur au salaire minimum mensuel théorique tel que fixé annuellement par la commission paritaire du sport en vertu de la loi du 24 février 1978.

## **CHAPITRE IX: Placement de joueurs**

Article 15.

En cas de placement uniquement, les parties s'accordent à ne collaborer qu'avec des managers/médiateurs d'emploi reconnus. Pour autant qu'on ait fait appel à un manager, les contrats devront mentionner son identité complète, ainsi que son numéro d'accréditation éventuel.

## **CHAPITRE X: Assurance de groupe**

Article 16.

Les parties s'accordent à examiner la création d'un fonds de pension sectoriel et d'en discuter dans un groupe de travail technique.

## **CHAPITRE XI: Assurance accidents de travail**

Article 17.

Les clubs/employeurs s'engagent à contracter une assurance garantissant au joueur rémunéré le paiement du salaire fixe contractuel pendant 6 mois en cas d'accidents de travail.

## **CHAPITRE XII: Droit au respect de l'image**

Article 18.

§1 Le joueur dispose librement de son image dans la mesure où l'exercice de ce droit reste étranger aux rapports contractuels de travail et sans rapport avec les couleurs ou l'équipement du club auquel il est relié. Le joueur peut librement signer des contrats publicitaires sauf avec des tiers qui sont des concurrents du sponsor du club ou dans la mesure où les produits sont contraires à l'image du sport (tabac, alcool).

§2 Le club peut user gratuitement du nom et de l'image du joueur rémunéré lorsqu'il s'agit de l'illustration une activité sportive destinée à informer le public et pour autant qu'il n'y ait pas d'atteinte au respect de la vie privée du sportif.

Le club/employeur peut aussi utiliser, sans défraiement queconque, des photos et des images du joueur, séparément ou en équipe, dans le cadre d'une campagne globale menée par le club, l'organisation patronale ou la Ligue regroupant les clubs concernés, ou l'équipe nationale.

§3 Afin de garantir l'application correcte de ces dispositions, le club communiquera par écrit au début de chaque saison les coordonnées des sponsors avec lesquels un contrat est conclu.

## **CHAPITRE XIII: Pécule de vacances des footballeurs rémunérés**

Article 19.

Les footballeurs soumis à la loi du 24 février 1978 ont droit au double pécule de vacances, conformément à la loi du 28 juin 1971 sur les vacances annuelles pour salariés et ses arrêtés d'exécution, dans le cadre des contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003.

## **CHAPITRE XIV: Frais de déplacement et matériel mis à disposition**

Article 20.

§1 Le contrat de travail doit mentionner le montant des indemnités octroyées au joueur pour ses frais de déplacement.

§2 Les indemnités de déplacements et autres dépenses remboursées au joueur doivent être réelles. Les parties sont tenues de se soumettre à toutes les obligations fiscales et parafiscales en la matière.

## **CHAPITRE XV: Usage du contrat-type de travail**

Article 21.

Les parties recommandent aux clubs/employeurs et aux footballeurs rémunérés le recours au contrat-type, annexé à la présente CCT, pour la conclusion du contrat de travail.

## **CHAPITRE XVI: Engagements réciproques concernant la modification des dispositions réglementaires de l'URBSFA**

Article 22.

Les parties s'engagent à soutenir, au sein de l'URBSFA, diverses modifications réglementaires au niveau de:

- la liberté du joueur en cas de non-paiement du salaire,
- la liberté d'expression et des droits à la vie privée,
- la représentation des syndicats des joueurs dans les commissions ou comités à caractère juridictionnel traitant des conditions de travail et de salaire.

Fait à Bruxelles le 26 mars 2003 en autant d'exemplaires que de parties distinctes et concernées. Chaque partie déclare avoir reçu l'exemplaire qui lui revient.

Entre les organisations suivantes:

Pour les employeurs:

**La Ligue Professionnelle de Football**

**vzw**

par /

door:

**La Ligue Nationale de Nationale**

**vzw**

**asbl**

représentée par /

d

68564/10  
123

**HOOFDSTUK I: Toepassingsgebied**

Artikel 1.

De CAO is van toepassing op de betaalde voetballers en de voetbalclubs die gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst volgens de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars. Dit heeft als gevolg dat ook de deeltijdse arbeidsovereenkomsten voor betaalde sportbeoefenaars door de CAO worden geregeld en dat zowel de voetbalclubs die ressorteren onder de vzw Nationale Voetballiga, als onder de Liga Beroepsvoetbal vzw gevat worden.

**HOOFDSTUK II: Duur**

Artikel 2.

De CAO wordt afgesloten voor een bepaalde duur, te weten van 1 juli 2003 tot en met 30 juni 2005 en vervangt de CAO's van 12 juni 1998 en 1 maart 2000.

**HOOFDSTUK III: Verzoeningscommissie**

Artikel 3.

Partijen komen overeen om de paritaire verzoeningscommissie opgericht bij CAO te activeren. Deze commissie krijgt de uitdrukkelijke opdracht om problemen in verband met de toepassing van de loon- en arbeidsvoorwaarden van de betaalde voetballers te onderzoeken en hierover te bemiddelen.

Artikel 4.

De verzoeningscommissie bestaat uit minstens 6 leden, waarvan er 3 de vakorganisaties vertegenwoordigen en 3 de werkgeversorganisaties uit de sector van het betaalde voetbal.

Artikel 5.

§1 De verzoeningscommissie heeft eveneens als taak toe te zien op de naleving van de collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot de betaalde voetballers, volgens de hieronder vermelde modaliteiten en procedure.

§2 Indien zich binnen een club-werkgever een geschil voordoet over de interpretatie van de CAO, over de toepassing van de daarin aangegane verbintenissen en/of de fundamentele principes die een weerslag kunnen hebben op alle clubs, kan de meest gereede partij aan de Voorzitter van de Commissie het onderwerp van het geschil schriftelijk voorleggen.

*[Handwritten signatures and initials on the left margin]*

§3 Deze laatste roept de Commissie samen binnen een termijn van maximum 7 werkdagen ingaand op de dag waarop het geschil bij hem aanhangig is gemaakt. De uitnodiging vermeldt het onderwerp van het geschil.

§4 De Commissie put, indien mogelijk in één zitting, alle middelen tot bemiddeling en verzoening die zich aanbieden uit, door elk voorstel of elke suggestie van de betrokken partijen te onderzoeken of door er zelf te formuleren.

§5 De Voorzitter kan beslissen de zaak verder te onderzoeken in de loop van een latere zitting die binnen de drie werkdagen moet plaatsvinden, indien hij, in akkoord met de partijen, van oordeel is dat niet alle middelen van verzoening zijn uitgeput.

§6 Van elke zitting van de Commissie wordt proces-verbaal opgemaakt, dat het precieze onderwerp van het geschil vermeldt en het bereikte akkoord of dat, wanneer partijen niet tot een akkoord komen, de nauwkeurige standpunten van de partijen op het moment dat de mislukking van de verzoening werd vastgesteld gedetailleerd beschrijft.

#### **HOOFDSTUK IV: Contractstabiliteit**

Artikel 6.

De contracten tussen clubs en betaalde voetballers worden afgesloten maximum voor een periode van 5 seizoenen en minimum tot het einde van het seizoen in de loop waarvan ze getekend worden.

De maandelijkse uitbetaling van het loon en de vergoedingen wordt erin gepreciseerd.

Artikel 7.

§1 De speler van wie het contract afloopt overeenkomstig de contractuele bepalingen is vrij om een arbeidsovereenkomst af te sluiten met een andere club naar zijn keuze. De club-werkgever mag op geen enkele wijze de onderhandelingsvrijheid van de speler belemmeren;

§2 Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de wet van 24 februari 1978 en haar uitvoeringsbesluiten, verbinden de partijen er zich toe om geen voortijdige verbreking van arbeidsovereenkomsten te begaan, tenzij in geval van gegronde redenen te beoordelen door de rechter of de bevoegde instanties, waaronder de verzoeningscommissie vermeld in artikel 3.

§3 Afgesloten contracten moeten worden nageleefd, d.w.z. dat de speler maximale kansen moet krijgen om te spelen of te trainen in de kern. In geval van geschil kan dit voorgelegd worden aan de paritaire verzoeningscommissie waarvan sprake in artikel 3;

#### **HOOFDSTUK V: Spelersafvaardiging**

Artikel 8.

§1 De werkgevers-clubs erkennen dat de spelers vertegenwoordigd worden door een spelersafvaardiging.



§2 Per club-werkgever wordt er, bij het begin van elk seizoen, een spelersraad gehouden die uit haar rangen minstens twee spelersafgevaardigden kiest.

§3 De vertegenwoordigers van de spelersvakbonden kunnen uitgenodigd worden op deze spelersraad en krijgen het recht om alsdan de spelers in te lichten over de vakbondswerking in de sector betaald voetbal.

§4 Het mandaat van spelersafgevaardigde mag geen aanleiding geven tot enig voordeel noch nadeel voor degene die het uitoefent.

§5 De spelersafgevaardigde zal mondeling of schriftelijk kunnen overgaan tot alle mededelingen die nuttig zijn voor de spelers, zonder dat zulks de organisatie van de club-werkgever mag verstoren.

§6 Op de arbeidsplaats zullen er, met instemming van de werkgever, voorlichtingsvergaderingen voor de spelers kunnen worden gehouden door de spelersafgevaardigde, al dan niet in aanwezigheid van de vertegenwoordiger van een spelersvakbond.

## HOOFDSTUK VI: Terbeschikkingstelling van spelers

Artikel 9.

In overeenstemming met de wet van 24 juli 1987 betreffende de terbeschikkingstelling van spelers, aanvaarden partijen dat er, rekening houdende met de artikelen 31 en 32 van bovenvernoemde wet, slechts tot terbeschikkingstelling van spelers wordt overgegaan, onder volgende voorwaarden :

- De onderlinge terbeschikkingstelling kan enkel gebeuren in de loop van de transferperiodes, zoals voorzien in het reglement van de voetbalsport.
- Een terbeschikkingstelling is slechts mogelijk voor een duur tot het einde van het lopende seizoen. Een periode van terbeschikkingstelling is slechts éénmaal verlengbaar tussen zelfde clubs.
- Er moet steeds een driepartijenovereenkomst gesloten worden, d.w.z. uitlenende club, ontlende club en speler zijn akkoord in een gezamenlijk ondertekend document.
- De toestemming van de vakbonden, zoals bepaald in de wet, is rechtsgeldig wanneer tenminste twee van de drie representatieve vakbonden hun akkoord geven.
- De overeenkomsten betreffende dergelijke terbeschikkingstelling worden binnen de maand ter informatie overgemaakt aan de voorzitter van het paritair comité voor de sport.

## HOOFDSTUK VII: Deeltijdse contracten

Artikel 10.

§1 Deeltijdse arbeidsovereenkomsten als betaalde voetballer kunnen slechts voor zover de activiteit als voetballer uitgeoefend wordt naast een bezoldigd hoofdberoep of in combinatie met studies. In geval de deeltijdse activiteit als

betaalde voetballer gecombineerd wordt met studies moet er een bewijs van studies met volledig voltijds of deeltijds leerplan voorgelegd worden.

§2 Het hoofdberoep of de gevolgde studies moeten steeds vermeld worden in de arbeidsovereenkomst.

Artikel 11.

§1 De deeltijdse arbeidsovereenkomst voor betaalde voetballers moet voldoen aan de voorwaarden en bepalingen van de CAO betreffende de deeltijdse arbeidsovereenkomst voor de betaalde sportbeoefenaar van 7 juni 2000, die voor de duur van onderhavige CAO verlengd wordt.

§2 Het sluiten van dergelijke contracten moet aan de voorzitter van het PC gemeld worden om de zes maanden, respectievelijk in september en februari van elk voetbalseizoen

Artikel 12.

In geval van overtreding van de bepalingen betreffende de deeltijdse arbeidsovereenkomsten voor betaalde voetballers van 7 juni 2000, zoals vervat in onderhavige CAO en de CAO betreffende de deeltijdse arbeidsovereenkomst voor de betaalde sportbeoefenaar, wordt de arbeidsovereenkomst ab initio beschouwd als een arbeidsovereenkomst voor voltijdse arbeid met een retroactieve aanpassing van het voltijdse loon.

## HOOFDSTUK VIII: Budget en Loon

Artikel 13.

Het budget te besteden aan de betaalde voetballer bestaat uit alle betalingen en vergoedingen van welke aard ook, wettelijk verplicht en/of vrijwillig contractueel, door de club werkgever uit te betalen aan de speler.

Artikel 14.

§1 Het loon van de betaalde voetballer bestaat uit de volgende elementen :

- het vast en onveranderlijk bruto maandsalaris;
- de veranderlijke wedstrijdpremies;
- de onvoorwaardelijke contractuele vergoedingen;
- de contractuele voordelen in natura, onder meer het beschikken over een woning, een voertuig of andere voordelen in natura;
- de werkgeversbijdragen in het pensioenfonds.

§2 Het loon moet contractueel voldoende bepaalbaar zijn (vaste wedde, voordelen in natura, premies...) zodat reeds uit het contract blijkt of het minimumloon gerespecteerd werd.

§3 Het effectieve maandloon moet minstens gelijk zijn aan het theoretisch minimum maandloon zoals dit jaarlijks vastgelegd wordt door het nationaal paritair comité voor de sport op grond van de wet van 24 februari 1978.

## HOOFDSTUK IX: Makelaars

### Artikel 15.

Partijen erkennen om uitsluitend in geval van arbeidsbemiddeling enkel met erkende makelaars te werken. Voor zover er beroep gedaan wordt op een sportmakelaar zal de volledige identiteit, desgevallend het erkenningsnummer, van deze makelaar/arbeidsbemiddelaar in de afgesloten contracten vermeld worden.

## HOOFDSTUK X: Groepsverzekering

### Artikel 16.

Partijen gaan akkoord de oprichting van een sectoraal pensioenfonds te onderzoeken en te bespreken in een technische werkgroep.

## HOOFDSTUK XI: Ongevallenverzekering

### Artikel 17.

Werkgevers-clubs verbinden zich ertoe een arbeidsongevallenverzekering af te sluiten die de speler in geval van arbeidsongeval het contractuele vast loon garandeert gedurende 6 maanden.

## HOOFDSTUK XII: Portretrecht

### Artikel 18.

§1 Elke speler beschikt vrij over zijn beeld voor zover dit niet wordt uitgeoefend in clubverband in de kleuren of in de uitrusting van de club waarmee hij verbonden is. De speler kan vrij elk reclamecontract afsluiten behalve met derden die concurrenten zijn van de sponsor van de club of voor zover het producten betreft die strijdig zijn met het imago van de sport (tabak, alcohol).

§2 De club mag gratis gebruik maken van de naam en het beeld van de betaalde speler als het gaat om de afbeelding van een sportactiviteit die bedoeld is als informatie aan het publiek en het privé-leven van de speler niet schaadt. De club-werkgever mag eveneens foto's of beelden van de speler gebruiken, afzonderlijk of in ploegverband, in het kader van een globale campagne van de club, de werkgeversorganisatie/ Liga van de betrokken clubs of de nationale ploeg.

§3 Teneinde de correcte naleving van deze bepalingen te garanderen zal de club bij het begin van elk seizoen schriftelijk meedelen met welke sponsors er een overeenkomst gesloten werd.

## HOOFDSTUK XIII: Vakantiegeld betaalde voetballers

### Artikel 19.

Betaalde voetballers onderworpen aan de wet van 24 februari 1978 hebben recht op dubbel vakantiegeld overeenkomstig de wet van 28 juni 1971 op de jaarlijkse vakantie voor werknemers en haar uitvoeringsbesluiten in het kader van contracten afgesloten vanaf 1 juli 2003.

## **HOOFDSTUK XIV: Verplaatsingskosten en ter beschikking gesteld materiaal**

Artikel 20.

§1 De arbeidsovereenkomst dient het bedrag te vermelden van de aan de speler toegekende verplaatsingsvergoedingen

§2 De vergoedingen voor verplaatsing en andere uitgaven ten voordele van de speler moeten reëel zijn. De partijen moeten ter zake alle fiscale en parafiscale verplichtingen naleven.

## **HOOFDSTUK XV: Gebruik van de modelarbeidsovereenkomst**

Artikel 21.

Partijen bevelen aan om voor alle contracten afgesloten tussen de club-werkgevers en de betaalde voetballer gebruik te maken van het modelcontract, dat als bijlage van deze CAO wordt opgenomen.

## **HOOFDSTUK XVI: Gezamenlijke engagementen ten aanzien van de voetbalbond betreffende wijzigingen aan de reglementaire bepalingen betreffende de voetbalsport**

Artikel 22.

De partijen engageren zich om ten aanzien van de voetbalbond een aantal reglementaire wijzigingen te bepleiten op het vlak van:

- vrijheid van de speler in geval van niet betaling van loon
- vrijheid van meningsuiting en privacyrechten
- vertegenwoordiging van de spelersvakbonden in de juridische commissies of comités die loon- en arbeidsvoorwaarden behandelen

Opgemaakt en aldus ondertekend te Brussel, op 26 maart 2003 in evenveel exemplaren als er partijen zijn met een onderscheiden belang. Iedere partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Tussen de volgende beroepsorganisaties:

Aan

**La Ligue Professionnelle de Football/  
De Beroepsvoetbal**

représentée

door:

**La Ligue Nationale de Football/  
De Nationale**

représentée par / vertegenwoordigd door:

**CONTRACT VAN  
VOETBALSPELER**

TUSSEN :

.....  
.....  
(juiste benaming en precieze  
rechtspersoonlijkheid)

met zetel te: .....  
straat: .....  
nr.: .....  
postnummer: .....  
Gemeente/Stad : .....

statutair vertegenwoordigd door.....  
.....  
.....

(de perso(o)n(en) die statutair gemachtigd  
is/zijn om de Club te verbinden)

hierna "**de Club**" genaamd

EN:

De heer

.....  
(naam, voornamen)

geboren op.....  
te.....  
(stad/gemeente, land)

wonende te.....  
.....  
.....

nr. identiteitskaart.....  
nr. rijksregister.....  
nationaliteit.....  
verblijfplaats kiezende op de  
maatschappelijke zetel van de Club, voor de  
uitvoering van onderhavige overeenkomst,

hierna "**de Speler**" genaamd

voor de minderjarige (naargelang zijn  
persoonlijk statuut) gemachtigd en bijgestaan  
door.....  
.....

(vader, moeder, voogd, enz.)

**CONTRAT DE JOUEUR DE  
FOOTBALL**

ENTRE:

.....  
.....  
(dénomination exacte et personnalité juridique  
précise)

dont le siège est établi à.....  
rue : .....  
n°: .....  
code postal : .....  
Commune/ville : .....

représenté(e) statutairement par.....  
.....  
.....

(la ou les personnes habilitées statutairement à  
engager le Club)

ci-après dénommé(e) "**le Club**"

ET:

Monsieur

.....  
(nom, prénoms)

né le.....  
à.....  
(ville/commune, pays)

demeurant à.....  
.....  
.....

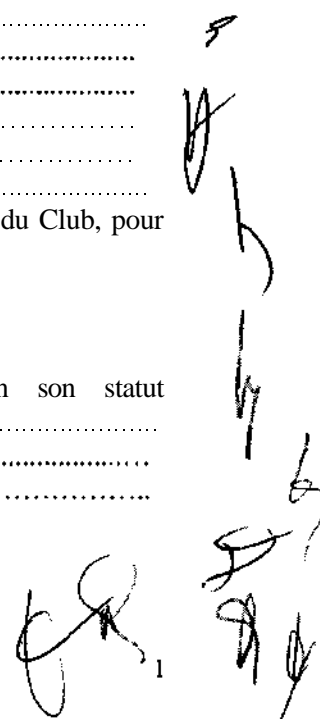
n° carte d'identité.....  
n° registre national.....  
de nationalité.....

qui élit domicile au siège social du Club, pour  
l'exécution du présent contrat,

ci-après dénommé "**le Joueur**"

pour le mineur d'âge (selon son statut  
personnel) autorisé et assisté par.....  
.....  
.....

(père, mère, tuteur, etc.)



**WORDT HERINNERD WAT VOLGT :**

Het doel van onderhavige overeenkomst is, voor beide partijen, de deelname aan officiële en/of vriendschappelijke voetbalcompetities in België en in het buitenland, gespeeld onder de controle van de K.B.V.B., de U.E.F.A. of de F.I.F.A. Bijgevolg verplichten zowel de Club als de Speler zich ertoe de reglementen en richtlijnen van deze instanties na te leven.

Als geldigheidsvoorwaarde voor het sluiten van deze overeenkomst geldt dat:

- de Club het behoud verzekert in de..... nationale afdeling van België
- de Speler fysiek in staat is te voetballen
- de Speler geldig een aan de Belgische wet onderworpen arbeidscontract kan afsluiten.

**HET VOLGENDE WORDT OVEREENGEKOMEN :**

**VOORWERP VANDE OVEREENKOMST**

**Artikel 1 :**

De club werft de Speler aan op basis van een **arbeidsovereenkomst** voor bedienden in de hoedanigheid van beroepsvoetballer of niet-amateurvoetballer, zoals omschreven in het reglement van de K.B.V.B., in het kader van een

**voltijdscontract  
deeltijdscontract**

In geval van een **deeltijdse arbeidsovereenkomst** dienen de partijen de bepalingen van de CAO van 7 juni 2000 na te leven, zonder afbreuk te doen aan de wet van 24 februari 1978.

De bedoelde Speler **mag** gemiddeld niet meer dan 30 uren per week zijn activiteit als betaalde sportbeoefenaar uitoefenen. Dit veronderstelt dat de deeltijdse sportbeoefenaar naast zijn sportactiviteit nog een bezoldigd hoofdberoep uitoefent of combineert met studies waarbij een bewijs van studies met volledig voltijds of deeltijds leerplan kan overgelegd worden.

Bezoldigd hoofdberoep .....  
.....  
Studies.....  
.....

**IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :**

L'objectif du présent contrat est, pour les deux parties, de participer aux compétitions officielles et/ou amicales de football en Belgique et à l'étranger, organisées sous l'égide de l'U.R.B.S.F.A., de l'U.E.F.A. ou de la F.I.F.A. Par conséquent, le Club et le Joueur s'engagent à respecter les règlements et directives de ces instances.

Est donc considérée comme condition de validité pour conclure ce contrat:

- le Club assure le maintien en division ... nationale belge;
- le Joueur est physiquement apte à jouer au football;
- le Joueur peut valablement conclure un contrat de travail soumis à la loi belge.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**OBJET DU CONTRAT**

**Article 1 :**

Le Club engage le Joueur sur base d'un contrat de travail pour employé en qualité de joueur de football rémunéré professionnel ou non-amateur, tel que défini par le règlement de l' U.R.B.S.F.A., dans le cadre d'un

**contrat à temps complet  
contrat à temps partiel**

Dans le cas **d'un contrat de travail à temps partiel**, les parties devront respecter les dispositions de la CCT du 7 juin 2000, sans préjudice de la loi du 24 juillet 1978.

Le Joueur ne peut prester en moyenne plus de 30 heures par semaine en qualité de sportif rémunéré. Ceci implique que le sportif à temps partiel exerce, outre son activité sportive, une activité rémunérée principale, ou en combinaison avec un programme d'études, à horaire complet ou partiel, dûment attestée.

Profession principale rémunérée :.....  
.....  
Etudes :.....  
.....

*[Handwritten signatures and initials]*

Het afsluiten van deeltijdse overeenkomst als betaalde sportbeoefenaar wordt gemeld aan de K.B.V.B.

### ***DUUR***

#### **Artikel 2 :**

De overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd. Zij is hernieuwbaar zoals bepaald in de wet van 24 februari 1978.

Onderhavig contract wordt afgesloten voor de duur van ..... seizoenen

Het neemt dus een aanvang op .....  
en eindigt van rechtswege op .....

### ***MINIMUM JAARSALARIS***

#### **Artikel 3 :**

Als minimum jaarloon geldt het bedrag jaarlijks vastgesteld door het Nationaal Paritair Comité voor de sport, in toepassing van de wet van 24 februari 1978.

Voor de **voltijdse** voetballer moet bovendien rekening worden gehouden met het gewaarborgd minimum jaarinkomen voorzien in de CAO van 16 mei 2000 (verlengd)

In het geval een **buitenlandse Speler niet UE/EER onderdaan**, tewerkgesteld wordt, moet art. 9, 11° van het KB van 9 juni 1999, toegepast worden. Ook de KBVB regelt het aanwerven van zulke voetballers.

### ***PRESTATIES EN VERPLICHTINGEN***

#### **Artikel 4 :**

De Club alsook de Speler verbinden zich ertoe de afgesloten arbeidsovereenkomst correct uit te voeren en de wettelijke en reglementaire verplichtingen na te leven.

La conclusion de contrats à temps partiel en qualité de sportif rémunéré est notifiée à l'URBSFA.

### ***DUREE***

#### **Article 2 :**

Le contrat est conclu pour une durée déterminée. Il est renouvelable en vertu de la loi du 24 février 1978.

Le présent contrat est conclu pour une durée de ..... saisons.

Il prendra donc cours le.....  
pour se terminer de plein droit le.....

### ***SALAIRE ANNUEL MINIMUM***

#### **Article 3 :**

Le salaire minimum annuel correspond au montant fixé annuellement par la Commission Paritaire National des Sports, en application de la loi du 24 février 1978.

Pour le joueur à temps **complet**, il y a lieu de tenir compte, en outre, du salaire minimum annuel garanti prévu dans la CCT du 16 mai 2002 (prolongée)

L'engagement de **Joueurs étrangers non ressortissants UE/EEE**, s'opère en respect de l'art.9,11° de l'A.R. du 9 juin 1999. L'URBSFA régit également l'engagement de tels joueurs.

### ***PRESTATIONS ET OBLIGATIONS***

#### **Article 4 :**

Le Club et le Joueur s'engagent à exécuter correctement le contrat de travail conclu et à respecter les obligations légales et réglementaires.



### Artikel 5 :

Onverminderd de schikkingen van de C.A.O. voor betaalde voetballers in voege op de dag van de ondertekening van het contract :

Verbindt de Speler zich ertoe :

- a) gevolg te geven aan de oproepingen en deel te nemen aan de door de Club georganiseerde wedstrijden, trainingen, stages, afzonderingen, conferenties, vergaderingen, enz. en zich op geen enkele wijze te mengen in het administratief, commercieel, financieel of sportief beleid van de club;
- b) deel te nemen aan de verplaatsingen en reizen in België en in het buitenland met de middelen welke door de Club werden beslist en georganiseerd;
- c) alle richtlijnen en instructies op te volgen welke door de Club werden verstrekt in de loop van de wedstrijden en tijdens de uitoefening van de professionele prestaties;
- d) niet deel te nemen aan wedstrijden of sportmanifestaties of geen sport te beoefenen die zijn specifieke sportieve integriteit in gevaar kunnen brengen;
- e) in het kader van zijn contractuele verplichtingen de door de Club gekozen uitrustingen te dragen, met name ter gelegenheid van de contacten met de media, behoudens het recht in "burgerkledij" te verschijnen;
- f) het materiaal en de uitrustingen die hem door de Club worden toevertrouwd degelijk te onderhouden en met de meeste zorg te behandelen; deze voorwerpen blijven eigendom van de Club;
- g) geen publiciteitscontracten af te sluiten met derden die concurrenten zijn van de sponsor van de club of voor zover het producten betreft die strijdig zijn met het imago van de sport (tabak, alcohol). Bij het begin van elk seizoen dient de club schriftelijk mee te delen met welke sponsors er een overeenkomst gesloten werd;
- h) zijn financiële aanspraken te beperken tot de contractuele vergoedingen en voordelen;
- i) de reputatie van de Club en haar leden hoog te houden en de nodige terughoudendheid in acht te nemen door zich te onthouden van nadelige uitlatingen op materieel en moreel vlak, gericht tegen de Club en de K.B.V.B.;

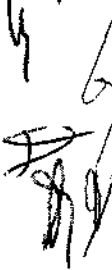

### Article 5 :

Sans préjudice aux dispositions de la C.C.T pour les footballeurs rémunérés en vigueur lors de la signature du contrat :

Le joueur s'engage à :

- a) répondre à toutes les convocations et à participer aux rencontres, entraînements, stages, camps de retraite, conférences, réunions, etc. organisés par le Club et n'intervenir, sous aucune forme, dans la gestion administrative, commerciale, financière et sportive du Club;
- b) participer aux déplacements et voyages tant en Belgique qu'à l'étranger par les voies et moyens décidés et organisés par le Club;
- c) suivre toutes les directives et instructions données par le Club au cours des rencontres et pendant l'exécution des prestations professionnelles;
- d) ne participer à aucune rencontre ou à aucune manifestation de nature sportive ou à n'exercer aucun sport de nature à mettre en péril son intégrité physique spécifique;
- e) porter, dans le cadre de ses obligations contractuelles, les seuls équipements choisis par le Club, notamment lors des contacts avec les médias, sauf à paraître en ces occasions particulières en « civil »;
- f) entretenir convenablement le matériel et les équipements que lui confierait le Club et à en prendre le meilleur soin; ces objets restant la propriété du Club;
- g) ne pas conclure des contrats publicitaires, avec des tiers qui sont des concurrents du sponsor du club ou dans la mesure où les produits sont contraires à l'image du sport (tabac, alcool). Le club communiquera par écrit au début de chaque saison les coordonnées des sponsors avec lesquels un contrat est conclu.
- h) limiter ses prétentions financières aux indemnités et avantages contractuels;
- i) soutenir la réputation du Club et de ses membres et respecter un devoir de réserve en s'abstenant de toutes déclarations préjudiciables sur les plans matériel et moral visant le Club et l'U.R.B.S.F.A.

*r*



4



- j) regelmatig te trainen in geval van en afhankelijk van de aard van de schorsing van het contract;
- k) te verblijven binnen een straal van ..... km van de sportinstallaties van de Club;
- l) zich tijdens de duur van het contract te onderwerpen aan geneeskundige, preventieve en controle-onderzoeken, de voorgeschreven behandelingen te volgen, evenals de verzorging te aanvaarden verstrekt door de door de Club aangestelde personen tot besteding of verbetering van de conditie van de Speler.  
Bv. massage, fysieke verzorging, diëtiëk, enz.

NOTA BENE :

De Club kent de Speler kosteloze medische bijstand toe door bemiddeling van haar medische staf en externe specialisten.

Het staat de Speler vrij geneesheren of specialisten van zijn keuze te raadplegen en zich door hen te laten verzorgen, op eigen kosten en op eigen risico, met name wat betreft een langdurige onbeschikbaarheid.

De Club neemt in geen geval de kosten of de aansprakelijkheid ten laste van de behandelingen, medische verzorging en in het algemeen alle andere ingrepen dan deze welke door de geneesheren van de Club worden verstrekt of toegelaten.

De partijen zijn ertoe gehouden zich te schikken naar de wettelijke bepalingen inzake arbeidsongevallen, voor wat betreft de controleprocedures en de medische expertise.

Het niet naleven van deze bepalingen stelt de overtreders bloot aan de door de wet voorziene gevolgen en sancties.

- j) s'entraîner régulièrement en cas de et dépendant de la sorte de la suspension du contrat;
- k) résider dans un rayon de .... km des installations sportives du Club;
- l) se soumettre aux visites médicales, d'examen préventif et de contrôle au cours de l'exécution du contrat, suivre les traitements conseillés et accepter les soins prodigués par les personnes désignées par le Club pour maintenir ou améliorer la condition du Joueur, par exemple: massage, soins physiques, diététique, etc.

NOTA BENE :

Le Club accorde au Joueur l'avantage de pouvoir disposer gratuitement d'une assistance médicale par l'intermédiaire de son staff médical et de spécialistes extérieurs.

Le Joueur est libre de consulter ou de recourir aux soins de médecins ou de spécialistes de son choix, à ses frais, et risques et périls, notamment en matière d'indisponibilité de longue durée.

Le Club ne supportera, en aucun cas, la responsabilité ou l'indemnisation financière des traitements, soins et tous autres modes d'intervention généralement quelconques autres que ceux prodigués ou autorisés par les médecins du Club.

Les parties sont tenues de se plier aux dispositions légales en matière d'accident du travail, en ce qui concerne les procédures de contrôle et d'expertise médicale.

La méconnaissance de ces dispositions expose le contrevenant aux suites et sanctions prévues par la loi.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large signature and several smaller initials.

## REGLEMENT VAN DE U.E.F.A.

### Artikel 6 :

De Club verbindt er zich toe de Speler ter beschikking te stellen van de nationale bond van het land waarvan hij een onderdaan is, krachtens de reglementen van de F.I.F.A. en de U.E.F.A. voor de wedstrijden van het nationaal A-elftal en "Beloften".

De Speler verbindt er zich toe zich opnieuw ter beschikking te stellen van de Club in de door diezelfde reglementen vastgestelde termijnen, op straffe van de sancties voorzien in het huishoudelijk reglement in geval van afwezigheid en/of laattijdigheid.

## REGLEMENT VAN DE K.B.V.B.

### Artikel 7 :

Overeenkomstig het reglement van de K.B.V.B. verbindt de Speler zich ertoe niet te spelen voor een niet door de Bond erkende club.

De Speler die wenst over te gaan naar een Club van een andere bij de F.I.F.A. aangesloten bond, verbindt zich ertoe bij de betrokken Clubs overeenkomstig de sportieve reglementeringen en volgens de nationale en internationale procedures, het af te leveren transfercertificaat aan te vragen.

### Artikel 8 :

De Club kan bij het stopzetten van de contractuele betrekkingen, om welke reden dan ook, en zonder zware fout in hoofde van de club, een opleidings-, promotie- en beroepsvaardigheidsvergoeding eisen, zonder dat de effectieve betaling ervan het vrij verkeer van de Speler kan hinderen, onverminderd de bepalingen van de wet van 24.02.1978.

Deze vergoeding, enkel betaalbaar door de Club die van de toekomstige prestaties zal genieten, wordt berekend op basis van de door de K.B.V.B. of de internationale sportinstanties vastgelegde parameters, naargelang het gaat om de toekenning van een nationale of van een internationale transfer.

## REGLEMENT DE L'U.E.F.A.

### Article 6 :

Le Club s'engage à mettre le Joueur à la disposition de la fédération nationale du pays dont il est ressortissant, conformément aux règlements de la F.I.F.A. et de l'U.E.F.A., pour les matches de compétition de l'équipe nationale "A" et "Espoirs".

Le Joueur s'engage à se remettre à la disposition du Club dans les délais fixés par les mêmes règlements, sous peine des sanctions prévues en cas d'absence et/ou retard dans le règlement d'ordre intérieur.

## REGLEMENT DE L'U.R.B.S.F.A.

### Article 7 :

Conformément au règlement de l'U.R.B.S.F.A., le Joueur s'interdit de jouer pour un Club non reconnu par la fédération.

Le Joueur qui souhaite passer à un Club d'une autre fédération affiliée à la F.I.F.A. s'engage à solliciter auprès des Clubs concernés conformément aux réglementations sportives et suivant les procédures nationales et internationales, le certificat de transfert qui doit être délivré.

### Article 8 :

Le Club est fondé à réclamer, lors de la cessation des relations contractuelles, pour quelque motif que ce soit, et sauf faute grave dans le chef du Club, une indemnité de formation, de promotion et de savoir-faire, sans que le paiement effectif de celle-ci ne puisse affecter la liberté de circulation du Joueur, sans préjudice des dispositions de la loi du 24.02.1978.

Cette indemnité, payable par le seul Club bénéficiaire des futures prestations, sera calculée sur base des paramètres arrêtés par l'U.R.B.S.F.A. ou les instances sportives internationales, selon que le Joueur sollicite l'octroi d'un transfert national ou international.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large signature and several smaller ones.

Bij toepassing van artikel IV/85 van het Bondsreglement is de voetballer, die voor een bepaalde duur aangeworven wordt, bij het verstrijken van de contractuele betrekkingen, vrij met de Club van zijn keuze een spelerscontract te sluiten in de zin van de wet op de betaalde sportbeoefenaar.

### BUDGET-VERGOEDINGEN

#### Artikel 9 :

De Club betaalt aan de Speler een bezoldiging, bestaande uit het vast loon, de diverse premies en andere contractuele voordelen in natura.

Op jaarbasis voldoet de bezoldiging minstens aan de wettelijke bepalingen opgenomen in art. 3 van dit contract.

Daarnaast betaalt de Club de patronale bijdragen aan het sectoraal pensioenfonds.

De verplichte voorheffingen in toepassing van de fiscale wetgeving en de sociale zekerheid worden afgehouden van het vast loon, de premies, de vergoedingen en alle andere contractuele voordelen, ongeacht hun aard, behalve van de patronale bijdragen bestemd voor het specifiek pensioenfonds

#### Artikel 10 :

Het budget besteed aan de Speler bedraagt, ten informatieve titel: .....

.....  
.....  
.....€

Dit budget, besteed aan de Speler, behelst geen enkel karakter van gewaarborgd loon.

Conformément à l'article IV/85 du Règlement fédéral le joueur engagé pour une durée déterminée est, lors de l'expiration des relations contractuelles, libre de conclure, avec le Club de son choix, un contrat de Joueur au sens de la loi sur le sportif rémunéré

### BUDGET INDEMNITES

#### Article 9 :

Le Club paye au Joueur une rémunération composée d'un salaire fixe, de diverses primes et autres avantages contractuels en nature.

La rémunération répond, sur base annuelle, à tout le moins aux dispositions légales reprises à l'article 3 du présent contrat.

En outre, le Club verse les cotisations patronales au fonds de pension sectoriel.

Les retenues obligatoires en application de la législation fiscale et de celle relative à la sécurité sociale seront imputées sur les salaires, primes, indemnités et tous avantages contractuels de quelle que nature que ce soit, sauf sur les cotisations patronales destinées au fonds de pension spécifique.

#### Article 10 :

Le budget consacré au Joueur s'élève à titre purement informatif à .....

.....  
.....  
.....€

Ce budget consacré au joueur ne revêt aucun caractère de salaire garanti.



**Artikel 11 :**

Contractuele vergoedingen

**1. Vaste maandelijks vergoeding :**

.....  
.....  
.....

**2. Variabele vergoedingen :**  
wedstrijdpremies:

.....  
.....  
.....  
.....

**3. Allerlei - voordelen:**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**4. Patronale bijdragen :**

De Club is gehouden, in een specifiek pensioenfonds eigen aan de voetballer onderworpen aan de wet op de betaalde sportbeoefenaar, **patronale bedragen** te storten waarvan de **omvang** proportioneel is aan het bedrag van de vergoedingen, vaste, variabele en allerlei voordelen die aan de Speler toekomen.

De patronale bijdrage is per kwartaal te betalen **om**, desnoods, aangepast te worden tijdens het laatste kwartaal van ieder voetbalseizoen gedurende hetwelk de Speler zijn activiteiten **zal** uitgeoefend hebben.

**Artikel 12 :**

In geval de Club naar een lagere afdeling verwezen wordt, zal de bezoldiging van de speler als volgt vastgesteld worden:

.....  
.....  
.....  
.....

In geval van verlies van het reglementair statuut van profclub kunnen **partijen** trachten een overgang naar een andere club af te sluiten.

**Article 11 :**

Indemnités contractuelles

**1. Indemnité mensuelle fixe :**

.....  
.....  
.....

**2. Indemnités variables :**  
primes de résultat :

.....  
.....  
.....  
.....

**3. Divers avantages:**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**4. Cotisations patronales :**

Le Club est tenu de verser, dans un fonds de pension spécifique propre au joueur de football soumis à la loi sur le sportif rémunéré, des **cotisations patronales** dont l'importance est proportionnelle au montant des indemnités fixe, variables et diverses revenant au joueur. Le montant de la cotisation patronale est payable trimestriellement pour être ajusté, s'il échet, lors du dernier trimestre de chaque saison de football au cours duquel le joueur aura **presté** ses services en faveur du Club.

**Artikel 12 :**

En cas de relégation du Club vers une division inférieure, la rémunération sera fixée à:

.....  
.....  
.....  
.....

En cas de perte du statut réglementaire de Club professionnel, les parties ont la possibilité d'essayer de conclure un transfert vers un autre Club.

*[Handwritten signatures and initials]*

**Artikel 13 :**

Het vast maandloon en de verworven premies worden uiterlijk de 7<sup>de</sup> werkdag na de rechtgevendende maand uitbetaald door overschrijving op het post- of bankrekeningnummer dat de Speler opgeeft.

**Artikel 14 :**

In geval de Club in gebreke blijft zijn verplichtingen na te komen inzake betaling van het loon, R.S.Z.-bijdrage of storting van bedrijfsvoorheffing kan de Speler zijn vrijheid verkrijgen volgens de door de K.B.V.B vastgestelde procedure.

**Artikei 15 :**

De loons- en arbeidsvoorwaarden moeten jaarlijks bepaald en aangepast worden op basis van de beslissingen van het Nationaal Paritair Comité voor de sport.

**Artikel 16 :**

**- Ondertekeningspremie:**

Wanneer de Speler een premie ontvangt bij de ondertekening van de overeenkomst, wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat die als volgt eisbaar en betaalbaar zal zijn:

- bij de ondertekening van de overeenkomst  
.....  
..... €
- in de loop van de eerste maand van het tweede seizoen.....  
..... €
- in de loop van de eerste maand van het derde seizoen:.....  
..... €

Indien de overeenkomst, behoudens om dringende reden in hoofde van de Club, vroegtijdig door de **Speler** wordt beëindigd, wordt het bedrag van de verschuldigde premie verrekend a rato van de gepresteerde periode. In voorkomend geval zal de Speler het teveel betaalde aan de club terugstorten.

Indien de overeenkomst, behoudens om dringende reden in hoofde van de Speler, vroegtijdig door de **Club** wordt beëindigd, blijft de premie in zijn geheel verschuldigd.

**Article 13 :**

Le salaire fixe et les primes acquises sont payées au plus tard le 7<sup>ième</sup> jour ouvrable suivant le mois donnant ouverture à paiement par virement au compte postal ou bancaire communiqué par le Joueur.

**Article 14 :**

Dans l'hypothèse où le Club reste en défaut de remplir ses obligations en matière de paiement du salaire, de l'ONSS ou du précompte professionnel, le Joueur peut obtenir sa liberté suivant les procédures fixées par l'URBSFA.

**Article 15 :**

Les conditions salariales sont annuellement fixées et adaptées sur base des décisions de la Commission Nationale Paritaire pour les Sports.

**Article 16 :**

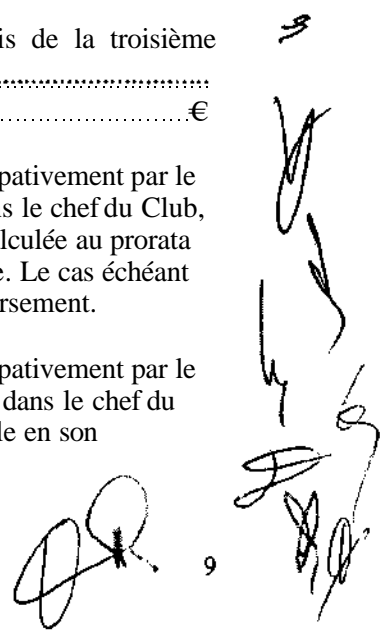
**- Prime de signature :**

Si le Joueur bénéficie d'une prime à la signature du contrat, il est expressément convenu que celle-ci sera exigible et payable comme suit :

- à la signature du contrat  
.....  
..... €
- au cours du premier mois de la deuxième saison:.....  
..... €
- au cours du premier mois de la troisième saison:.....  
..... €

Si le contrat est résilié anticipativement par le **Joueur**, sauf faute grave dans le chef du Club, le montant de la prime est calculée au prorata de la durée de contrat prestée. Le cas échéant le Joueur sera tenu à remboursement.

Si le contrat est résilié anticipativement par le **Club**, sauf pour faute grave dans le chef du Joueur, la prime reste exigible en son intégralité.



**- Stabiliteitspremie:**

De partijen erkennen dat de duur van de overeenkomst, zoals overeengekomen in art. 2, een essentieel element uitmaakt van het contract.

Er wordt getracht de Speler werkzekerheid en economische stabiliteit te verzekeren en tegelijk aan de Club een degelijk sportieve stabiliteit te waarborgen.

In dit opzicht verbindt de Club zich ertoe aan de Speler een specifieke stabiliteitspremie toe te kennen opeisbaar UITSLUITEND bij het eindigen van de afgesproken duurtijd van de overeenkomst.

De getrouwheidspremie zal in geen enkel geval prorata temporis berekend of toegekend worden.

De premie is echter wel verschuldigd indien de overeenkomst vroegtijdig door de Club wordt beëindigd, behoudens om dringende reden, of door de Speler om dringende reden.

Ze wordt berekend ten belope van .....% van de vergoedingen die in de loop van de uitvoering van de overeenkomst betaald werden.

of

De premie bedraagt.....  
.....  
.....€

**JAARLIJKSE VAKANTIE**

**Artikel 17 :**

De Speler heeft recht op jaarlijkse vakantie overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake arbeidsovereenkomsten voor bedienden.

De data en perioden ervan worden vastgelegd in functie van de wedstrijdkalender en de verbintenissen van de Club.

**Artikel 18 :**

De Speler heeft eveneens recht op dubbel vakantiegeld overeenkomstig de wet van 28.06.1971.

**- Prime de Stabilité**

Les parties reconnaissent que la durée des relations, telle que convenue à l'article 5 ci-dessus est un élément essentiel du contrat.

Elle tend à assurer au Joueur une stabilité économique et d'emploi, tout en assurant au Club une stabilité sportive de qualité.

En égard à ce caractère, le Club s'engage à verser au Joueur une prime particulière de stabilité, UNIQUEMENT exigible à l'expiration de la durée convenue du contrat.

En aucun cas la prime de fidélité ne pourra être calculée ou attribuée prorata temporis.

La prime sera cependant exigible en cas de résiliation anticipé par le Club résil, sauf faute grave dand le chef du joueur, ou par le Joueur pour faute grave dans le chef de l'employeur.

Elle sera calculée à concurrence de .....% des rémunérations payées au cours de l'exécution du contrat.

ou

Le montant de la prime s'élèvera à  
.....  
.....€

**VACANCES ANNUELLES**

**Article 17 :**

Le Joueur a droit aux vacances annuelles conformément aux dispositions légales en matière de contrat de travail, régime employé.

Les dates et périodes en seront fixées en fonction du calendrier des rencontres et des engagements du Club.

**Article 18 :**

Le Joueur a droit au double pécule de vacances conformément à la loi du 28.06.1971.

## **BOETEN EN VERHAAL**

### Artikel 19 :

Onverminderd de zware fouten die iedere vorm van samenwerking onmiddellijk en definitief onmogelijk maken, kan de Club boeten en sancties opleggen aan de Speler die zich niet aan zijn verplichtingen houdt.

De boeten en sancties worden in detail opgenomen in het huishoudelijk reglement, dat gevoegd wordt bij onderhavige overeenkomst, waarvan het een integrerend deel uitmaakt. Ze worden in het Arbeidsreglement opgenomen.

De omvang van de financiële boeten en sancties mogen het wettelijk toegelaten maximum, dat door de wetgeving op de bescherming van het loon wordt vastgesteld, niet overschrijden.

De Speler heeft voor iedere boete die hem door de Club wordt opgelegd, het recht verhaal in te dienen, overeenkomstig de vorm en termijnen bepaald in de artikelen III/30, VII/7, VII/8 en VII/11 van het reglement van de K.B.V.B. Dit verhaal kan zowel betrekking hebben op de feiten die aanleiding hebben gegeven tot de boete, als op het bedrag ervan.

## **TERBESCHIKKINGSTELLINGEN DETACHERING**

### Artikel 20 :

In geval van terbeschikkingstelling van de Speler zijn de voorwaarden vermeld in art. 31 en 32 van de wetten van 24.07.1987 en in de van kracht zijnde CAO voor betaalde voetballers van toepassing.

De Speler verleent zijn akkoord aangaande de mogelijkheid dat de Club de plaats van zijn prestaties wijzigt.

## **SCHORSING VAN DE OVEREENKOMST**

### Artikel 21 :

#### - wettelijke schorsingen:

In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst verwijzen de partijen naar de geldende wettelijke bepalingen overeenkomstig de arbeidsovereenkomstenwet (Wet van 3 juli 1978).

## **AMENDES ET RECOURS**

### Article 19 :

Sans préjudice des fautes graves qui rendent toute collaboration immédiatement et définitivement impossible, le Club peut infliger des amendes et sanctions au Joueur qui ne s'acquitte pas de ses obligations.

Les amendes et sanctions seront détaillées dans le règlement d'ordre intérieur, joint à la présente convention, pour en faire partie intégrante. Elles seront reprises dans le "Règlement de travail".

L'importance des amendes et sanctions pécuniaires ne pourra excéder le maximum légal fixé par la législation sur la protection des salaires.

Pour toute amende qui lui est infligée par le Club, le Joueur a le droit d'exercer un recours dans les formes et délais prévus aux articles III/30, VII/7, VII/8 et VII/11 du règlement de l'U.R.B.S.F.A. Ce recours peut porter tant sur les faits qui ont motivé l'amende que sur le taux de celle-ci.

## **MISE A DISPOSITION ET DETACHEMENT**

### Article 20 :

En cas de mise à disposition du Joueur les conditions prévues aux articles 31 et 32 de la loi du 24.07.1987 et celles reprises dans la CCT en vigueur pour les joueurs rémunérés seront d'application.

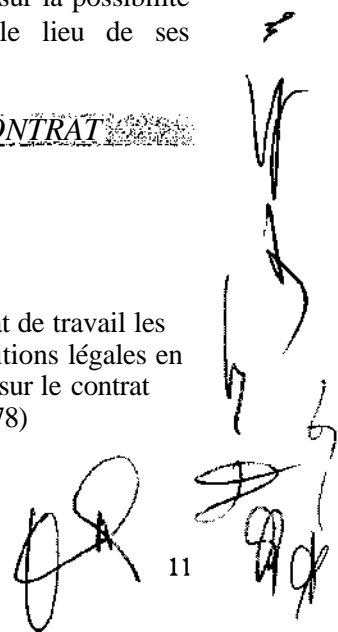
Le Joueur marque son accord sur la possibilité pour le Club de modifier le lieu de ses prestations.

## **SUSPENSION DU CONTRAT**

### Article 21 :

#### - suspensions légales :

En cas de suspension du contrat de travail les parties s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur conformément à la loi sur le contrat d'emploi. (Loi du 03 juillet 1978)



In geval van schorsing van de overeenkomst ingevalge arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval heeft de Speler recht op gewaarborgd maandloon. Dit betekent dat de Club gedurende de eerste 30 kalenderdagen van de arbeidsongeschiktheid het vast loon van de Speler doorbetaalt.

De louter "sportieve" contractuele prestaties van de overeenkomst worden opgeschort tot zolang de tijdelijke ongeschiktheid duurt. De Speler verliest het recht op loonwaarborg indien de ongeschiktheid te wijten is aan een door hem gepleegde zware fout al dan niet tijdens de contractuele prestaties.

De Speler is ertoe gehouden de Club onmiddellijk van zijn ongeschiktheid op de hoogte te stellen en dit binnen 2 werkdagen vanaf de dag van de arbeidsongeschiktheid.

De Club heeft het recht de arbeidsongeschiktheid van de speler te laten controleren door een door hem aangeduid en betaald geneesheer. Deze controlearts dient volledig onafhankelijk van de betrokken Club of Speler te functioneren.

De Club verbindt zich ertoe een arbeidsongevallenverzekering af te sluiten die de Speler in geval van **arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval** het contractuele vaste loon garandeert gedurende 6 maanden.

**- conventionele schorsingen:**

Partijen komen bovendien overeen dat onderhavige overeenkomst in de volgende gevallen opgeschort kan worden:

- in geval van een zwaarwichtige bondssanctie opgelopen door de Speler, die hem in de onmogelijkheid stellen al zijn contractuele verplichtingen na te komen binnen de perken en in de gevallen zoals hieronder overeengekomen:

.....  
.....  
.....  
.....

- in geval van niet-afgifte of intrekking van de werkvergunning en/of verblijfsvergunning door de bevoegde overheden.

En cas de suspension de la convention à la suite d'incapacité pour cause de maladie ou d'accident le Joueur a droit au salaire garanti. Ceci signifie que le Club paie le salaire fixe au Joueur durant les 30 premiers jours calendrier de l'incapacité de travail.

Les prestations contractuelles à caractère exclusivement "sportif" sont suspendues tout au long de l'incapacité. Le Joueur perd tout droit au salaire garanti si l'incapacité est la conséquence d'une faute grave par lui commise au cours des prestations contractuelles ou non.

Le Joueur doit avertir immédiatement le Club de son incapacité et ce dans les deux jours ouvrables à compter de la survenance de l'incapacité

Le Club a le droit de faire contrôler l'incapacité de travail par un médecin par lui désigné et honoré. Ce médecin-contrôleur doit intervenir en toute indépendance vis à vis du Club concerné ou du Joueur. -

Le Clubs s'engage à conclure une assurance Accident du travail qui garanti au Joueur, en cas **d'incapacité de travail due à un accident de travail**, le paiement du salaire contractuel fixe pendant six mois.

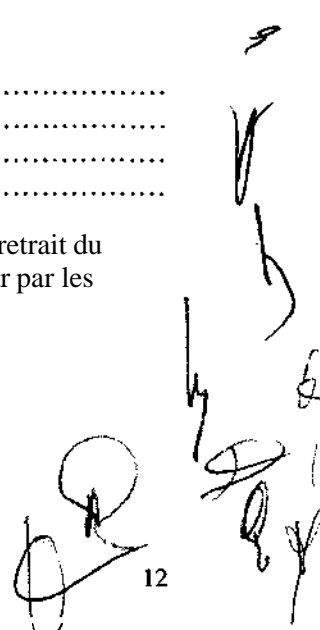
**- suspensions conventionnelles :**

Les parties rangent que le présent contrat pourra être suspendu dans les cas suivants :

- en cas de sanction fédérale encourue par le Joueur et qui l'empêcheraient de remplir toutes ses obligations contractuelles dans les limites prévues et pour les cas clairement précisés ci-dessous :

.....  
.....  
.....  
.....

- en cas de non-délivrance ou le retrait du permis de travail et/ou de séjour par les autorités compétentes.





## **BEËINDIGING VAN DE OVEREENKOMST**

### Artikel 22 :

Conform de wettelijke bepalingen dient elke partij die voor het verstrijken van de overeengekomen termijn een einde stelt aan de afgesloten arbeidsovereenkomst, een vergoeding te betalen. Deze vergoeding is gelijk aan het bedrag van het tot aan het verstrijken van die termijn verschuldigd loon, met als maximum het dubbel van hetgeen bepaald wordt overeenkomstig art. 5, lid 2 wet 24.02.1978. (→ KB 20.09.2002)

## **ANDERE BEPALINGEN**

### Artikel 23 :

De Speler verbindt er zich toe aan te sluiten bij de door de L.B.V. bij Assubel-Leven onderschreven groepsverzekering of bij iedere andere maatschappij erkend door de L.B.V., krachtens het mandaat dat haar door de Club werd verleend.

De bepalingen van het reglement van de groepsverzekering en van zijn bijlagen vormen een integraal deel van onderhavig contract.

De Club is ertoe gehouden, ter informatie, aan de Speler een driemaandelijkse overzicht te overhandigen van de desbetreffende stortingen bij de maatschappij.

### Artikel 24:

Deze overeenkomst is onderworpen aan de bepalingen van de wet op de betaalde sportbeoefenaar van 24.02.1978, de arbeidsovereenkomstenwet van 03.07.1978, de collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten in het Nationaal Paritair Comité en het arbeidsreglement.

### Artikel 25 :

De Speler erkent een origineel van deze arbeidsovereenkomst te hebben ontvangen. Hij verklaart kennis te hebben genomen van het arbeidsreglement en van het reglement van de K.B.V.B. dat integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst en de bepalingen en voorwaarden ervan te aanvaarden.

## **RESILIATION DE LA CONVENTION**

### Article 22 :

Conformément aux dispositions légales chaque partie qui met fin anticipativement au contrat est tenue au paiement d'une indemnité. Cette indemnité est égale au montant du salaire restant du jusqu'au terme du contrat avec, au maximum, le double de ce qui est stipulé en application de l'art. 5, §2 de la loi du 24.02.1978. (→ A.R. 20.09.2002)

## **AUTRES DISPOSITONS**

### Article 23 :

Le Joueur s'engage à adhérer à l'assurance groupe souscrite par la L.P.F. auprès d'Assubel-Vie, ou auprès de toute autre compagnie reconnue par la L.P.F., en vertu du mandat que lui a donné le Club.

Les dispositions du règlement de l'assurance de groupe et de ses annexes font partie intégrante du présent contrat.

Le Club est tenu de remettre, pour information, au Joueur un relevé trimestriel des versements opérés à ce titre auprès de la compagnie.

### Article 24:

La présente convention tombe sous l'application de la loi sur le sportif rémunéré du 24.02.1978, de la loi sur le contrat de travail du 03.07.1978, la convention collective de travail conclue au sein de la Commission Nationale Paritaire des Sports et le règlement de travail.

### Article 25 :

Le Joueur reconnaît avoir reçu un exemplaire original du présent contrat de travail. Il déclare avoir pris connaissance du règlement de travail et du règlement de l'URBSFA qui fait partie intégrante de la présente et en accepter les dispositions et conditions.

Het wordt de Speler toegestaan er kennis van te nemen op het secretariaat van de Club en er zich op eigen kosten kopie van te laten afleveren.

**ARBEIDSBEMIDDELING**

**Artikel 26 :**

Voor zover dit contract tot stand kwam door toedoen van een erkende arbeidsbemiddelaar dient de volledige identiteit en het erkenningsnummer van deze arbeidsbemiddelaar vermeld te worden.

*Onderhavige overeenkomst werd afgesloten mits bemiddeling van .....*  
*spelersagent FIFA, n°.....*  
*door de Vlaamse Gemeenschap erkend onder de referte.....*  
*handelend op verzoek van de Club / Speler.*

Opgemaakt te.....  
op....., in twee (drie)  
originele exemplaren, waarvan de Club en de Speler (de Manager) verklaren elk een exemplaar te hebben ontvangen.

**DE CLUB**

**DE SPELER**

**DE MANAGER**

Le Joueur est autorisé à en prendre connaissance au secrétariat du Club et à s'en faire délivrer copie à ses frais.

**PLACEMENT DE JOUEUR**

**Article 26 :**

Pour autant que le présent contrat ait été conclu à l'intermédiaire d'un manager l'identité complète et son numéro d'accréditation doivent être mentionnés.

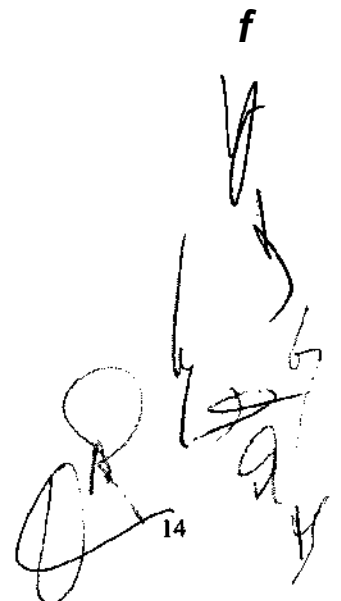
*Le présent contrat a été conclu à l'intervention de.....*  
*agent de joueur FIFA, n°.....*  
*agréé par la Communauté flamande sous les références.....*  
*agissant à la requête du club / joueur.*

Fait à.....  
le.....en deux (trois)  
exemplaires originaux, le Club et le Joueur ( le Manager) reconnaissant chacun en avoir reçu le sien propre.

**Le CLUB**

**LE JOUEUR**

**LE MANAGER**

f  
  
14